N° 3106 — 8e Année — CINQ CENTIMES — Mercredi 16 Décembre 1896

# L'ESPRIT PUBLIC
# DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

RÉDACTION & ADMINISTRATION: ROUBAIX, 69, rue des Fabricants (près la place du Trichon) — TOURCOING, rue VERNE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs
L'abonnement continue sauf avis contraire.

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . 0 fr. 50
FAITS DIVERS . . . 0 fr. 75
LOCALES . . . 1 fr. 00

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, 5 Place de l'Hôtel-de-Ville, Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

## A PROPOS
### du budget de la Marine

La Chambre discute en ce moment le budget de la marine, question broussailleuse et complexe, difficile à tirer au clair et qu'il ne faut examiner qu'en bloc, le détail échappant, même à l'optique du microscope.

Le ministère de la marine est en France le trônième de la bureaucratie. Dans aucune autre administration la paperasse ne s'entasse avec plus de volume et plus d'inutilité.

Le « rond de cuir » ne se contente pas de sommeiller doucement sur la couronne incivique qui lui a donné son nom, il lui faut encore autour de sa personne, des montagnes de cartons vertis, des emplements de documents que personne ne connaîtra jamais, exception faite toutefois des rats et des cancrelas.

Dans les arcanaux, ils sont généralement trois pour river un boulon, cinq pour donner un coup de marteau.

Dans les bureaux, ils sont vingt pour ronfler en *mi bémol* pendant que vingt autres ronflent en *fa dièze*.

C'est un spectable inénarrable que cette incurie et chose lamentable, elle est traditionnelle, intangible, immuable, avec des prétentions à l'éternité.

Quelqu'un avait un jour proposé de faire diamber le ministère de la marine. Nous avons pas à nous joindre à un vœu aussi... excessif, mais vraiment si un accident de ce genre se produisait un jour, il faudrait peut-être y voir la main de la Providence.

Depuis plusieurs années, nous n'avons cessé de réclamer des réformes considérables dans cette administration. Nous avons signalé des séries de bévues inavouables et on se souvient peut-être encore à ce sujet d'une anecdote typique relative au gouverneur du Congo.

Ce dernier ayant reçu une chaloupe à vapeur démontable et s'apercevant qu'il manquait une pièce à la chaudière chèba pour réclamer la pièce numérotée lui faisant défaut. Il ne reçut jamais la chose demandée, mais après *un an d'attente*, on lui envoya une deuxième chaloupe dont il n'avait nullement besoin.

L'ancienne qui avait coûté quelques centaines de mille francs resta là-bas à l'état d'épave, faute d'un morceau de fer coûtant moins de 100 francs.

Et dans la marine, tout va de la même façon.

Espérer arriver à améliorer les services de ce rouage administratif que dévore la rouille et tant d'autres éléments de désagrégation, sans déployer une énergie considérable, sans une suite d'idées nettement arrêtées, sans un esprit de résolution implacable et rétif à tous les discours des protecteurs venant larmoyer sur le sort de leurs protégés, c'est faire le plus chimérique et le plus décevant des rêves.

Rien ne va dans cette galère parce qu'il y y trouve trop de fournisses.

Le budget de la marine paraît énorme et de nature à faire croire que nous pouvons, à l'aide de ces sommes considérables, améliorer dans de larges proportions notre matériel naval.

Erreur !

L'augmentation du budget a surtout servi jusqu'alors à augmenter le nombre des employés protégés par toutes les jésuitières de France.

On se contente de suivre à la Marine la proverbiale routine.

On ne veut rien changer aux usages et aux habitudes de la maison.

En vain. M. Lockroy a-t-il essayé, pendant son court passage au ministère de réagir.

Il s'est heurté à cette force négative mais néanmoins terrible dans son efficacité, qu'on appelle l'inertie.

Il est pourtant une chose évidente, et sur laquelle tout le monde on a peu près se trouvera d'accord.

C'est qu'il est impossible de rester éternellement dans ce désastreux *statu quo*.

Il y a quelque chose à faire et peut-être même quelque chose de brutal, mais il est nécessaire de se dire une bonne fois, que ce n'est pas pour entretenir des frelons que la France donne chaque année des sommes énormes. Ces sommes sont destinées à augmenter la puissance de sa marine. Or cette puissance a-t-elle augmenté depuis six ans ?

Le service actif de la marine française est composé d'excellents éléments et ce n'est pas à lui qu'il convient de toucher.

A ce point de vue, on peut dire que tout ce qui navigue est loyal, brave, honnête et fait honneur à la France. Mais, par contre, tout ce qui croupit encastré dans les ronds de cuir, mérite d'être passé rapidement au crible... et ensuite au balais.

C'est grâce à la bureaucratie de la marine que le nouveau matériel est en perte depuis longtemps.

C'est du fond de cet antre que partent les commandes et quant à leur acceptation plus tard, c'est encore des bureaux que sortent les attestations et les formules laudatives complimentant le constructeur.

Après cela, ainsi que vient de le faire remarquer M. Lockroy, les appareils évaporatoires des chaudières sont à améliorer, une partie de nos torpilleurs à charbon, notre architecture navale à modifier considérablement. En un mot, tout ce qui existe actuellement ne répond ni à la marche du progrès, ni aux sacrifices d'argent consentis.

Il n'y a de consolant dans ce tableau que le personnel naval de qui on peut attendre tous les dévouements, tous les désintéressements, tous les courages.

Mais encore faut-il que ces braves gens aient à naviguer sur autre chose que *sur* des sabots.

On prétend qu'il faut 250 millions pour refondre, d'après les nouvelles données scientifiques, notre matériel naval.

Si la somme est utile, il est certain que le Parlement l'accordera, mais il semble tout-à-fait nécessaire que ce soit avec un autre contrôle que celui dont on peut actuellement constater les néfastes effets.

E. LAGRILLIÈRE-BEAUCLERC.

## Les mises à la retraite d'office

Le ministre de la guerre a, paraît-il, l'intention d'instituer des conseils spéciaux permanents devant lesquels comparaîtraient les officiers proposés d'office pour la retraite. C'est seulement après avis conforme de ces conseils que les mises à la retraite seraient prononcées par le ministre et que le Conseil d'Etat serait appelé à liquider les pensions des officiers reconnus inaptes au service actif.

M. le général Billot aurait pris cette décision à la suite de pétitions adressées à la Chambre des députés par un certain nombre d'officiers mis à la retraite avant d'avoir atteint la limite d'âge.

La création des conseils spéciaux aurait le double avantage de sauvegarder les droits des intéressés et de couper court à un système de réclamations qui, en se généralisant, deviendrait fort dangereux pour la discipline.

T. H.

## Les successions en France

Statistique des successions et donations :

Dans la période 1890-1895, c'est en 1892 que les mutations par décès ou successions, et les transmissions entre vifs ou donations, ont atteint leur maximum. Les premières se sont élevées au total de 6,404,900,000 francs, et les secondes à celui de 1,012,100,000 francs, soit un total de 7,417,000 de francs.

En 1895, le total des valeurs n'était que de 4,567,000,000 de francs, comprenant 3,836,800,000 francs pour les successions et 930,200,000 francs pour les donations.

Enfin, l'année dernière (1895), les successions se sont élevées à 5,976,100,000 francs et les donations à 994,600,000 francs, soit un total de 6,970,700,000 francs.

## Echos et Nouvelles

On annonce, à Belfast, la prochaine construction d'un paquebot qui aura 208 m. de longueur sur 28 m. de largeur. Il atteindra une vitesse supérieure à tous les transports actuels en cas de guerre.

∴

Un fait assez rare se produira aux prochaines opérations du tirage au sort qui auront lieu à la Rochelle : Le père et le fils se présenteront à la fois comme conscrits. Ces deux citoyens, nés en italie viennent de se faire naturaliser français.

∴

Mme de la Barre, décédé à Guimgamp, le 19 octobre 1872, a, par testament, légué un revenu annuel de 2.625 fr. aux trois villes de Guimgamp, Morlaix, et Lannion, à charge par celles ci d'en affecter le revenu à doter annuellement cinq jeunes filles à faible ressource, dont les parents et alliés-mêmes n'auraient pas les mêmes opinions qu'il représentait, savoir : légitimistes, orléanistes, impérialistes, cléricales ou communardes.

∴

On se contente de suivre à la Marine la proverbiale routine.

On ne veut rien changer aux usages et aux habitudes de la maison.

En vain. M. Lockroy a-t-il essayé, pendant son court passage au ministère de réagir.

Il s'est heurté à cette force négative mais néanmoins terrible dans son efficacité, qu'on appelle l'inertie.

Il est pourtant une chose évidente, et sur laquelle tout le monde on a peu près se trouvera d'accord.

C'est qu'il est impossible de rester éternellement dans ce désastreux *statu quo*.

Il y a quelque chose à faire et peut-être même quelque chose de brutal, mais il est nécessaire de se dire une bonne fois, que ce n'est pas pour entretenir des frelons que la France donne chaque année des sommes énormes. Ces sommes sont destinées à augmenter la puissance de sa marine. Or cette puissance a-t-elle augmenté depuis six ans ?

Le service actif de la marine française est composé d'excellents éléments et ce n'est pas à lui qu'il convient de toucher.

A ce point de vue, on peut dire que tout ce qui navigue est loyal, brave, honnête et fait honneur à la France. Mais, par contre, tout ce qui croupit encastré dans les ronds de cuir, mérite d'être passé rapidement au crible... et ensuite au balais.

C'est grâce à la bureaucratie de la marine que le nouveau matériel est en perte depuis longtemps.

C'est du fond de cet antre que partent les commandes et quant à leur acceptation plus tard, c'est encore des bureaux que sortent les attestations et les formules laudatives complimentant le constructeur.

Après cela, ainsi que vient de le faire remarquer M. Lockroy, les appareils évaporatoires des chaudières sont à améliorer, une partie de nos torpilleurs à charbon, notre architecture navale à modifier considérablement. En un mot, tout ce qui existe actuellement ne répond ni à la marche du progrès, ni aux sacrifices d'argent consentis.

Il n'y a de consolant dans ce tableau que le personnel naval de qui on peut attendre tous les dévouements, tous les désintéressements, tous les courages.

Mais encore faut-il que ces braves gens aient à naviguer sur autre chose que *sur* des sabots.

On prétend qu'il faut 250 millions pour refondre, d'après les nouvelles données scientifiques, notre matériel naval.

Si la somme est utile, il est certain que le Parlement l'accordera, mais il semble tout-à-fait nécessaire que ce soit avec un autre contrôle que celui dont on peut actuellement constater les néfastes effets.

E. LAGRILLIÈRE-BEAUCLERC.

## AU JOUR LE JOUR

### LA POSTE

L'approche de la nouvelle année va appeler l'attention publique sur le service des Postes. Quoique l'immense rouage de cette administration soit éternellement en mouvement, avec une ponctualité mathématique, c'est surtout à l'époque du 1er janvier qu'elle devient l'objet d'une curiosité plus vive et souvent aussi de critiques très acerbes. Les plaintes portées contre elle sont-elles fondées ?

Quelquefois sans doute car la perfection ne pourra jamais exister dans un service d'une semblable présidence aussi vaste qu'un seul indulgent si on se rendait compte du travail colossal auquel donne lieu la réception, le tri, le timbrage, la distribution des correspondances.

A ville de Lille par exemple, importance et celle des agglomérations qui l'entourent tient la première place après Paris comme bureau principal des postes.

La moyenne des lettres triées journellement est de 70.000, sans compter ce que l'on appelle : les imprimés non urgents qui sont manipulés à part et qui atteignent un total quotidien de 200.000.

Lille étant recette principale, c'est à son bureau qu'arrivent les imprimés, cartes, circulaires, catalogues, etc., destinés à tous les autres bureaux de la région.

Ainsi — par exemple — Paris ne fait pas d'envoi direct — « dépêche directe » en termes professionnels — pour Roubaix, ni pour Tourcoing, il expédie tout à Lille et c'est dans les bureaux de la place de la République que doit s'opérer le tri de ces prodigieuses masses de papiers destinés aux grands centres que nous venons de citer.

Le service des valeurs atteint, principalement aux jours d'échéances, des sommes fabuleuses. Les employés ont en mains de véritables fortunes et on peut dire à l'honneur de la corporation toute entière que leur probité demeure intacte au milieu de ces perpétuelles tentat ons.

∴

Le personnel de la poste centrale se compose à Lille de quarante commis, cent dix facteurs et cinq gardiens de bureau. C'est à cette pléiade d'hommes relativement restreinte qu'incombe tout le travail dont nous parlions tout à l'heure.

Les employés et les facteurs sont divisés en un certain nombre de brigades qui fonctionnent chacune une vacation de huit heures.

A trois heures du matin arrive la première brigade de commis chargée de la manipulation des courriers que chaque train de suit a amenés.

Le travail commence à l'heure précise ; dès l'avant-lendemain du jour où ils ont fait trier, les employés, complètement absorbés par cette fonction, font passer sous leurs yeux en un court laintermompu et rapide, avec une admirable dextérité les adresses qui guident le classement des lettres. En même temps les gardiens de bureau procèdent au timbrage des lettres à l'aide d'une machine spéciale qui permet à un seul homme habile de donner 5.000 coups de tampon à l'heure.

La moyenne journalière des lettres à ce premier tri est de 40.000.

Les courriers classés et timbrés sont les uns expédiés au chemin de fer en sacs cachetés, les autres remis aux facteurs qui opèrent eux-mêmes la répartition par quartiers.

Il y a, par jour, cinq distributions.

La ville de Lille est divisée en vingt-deux quartiers parcourus chacun par quatre facteurs. Ceux-ci, comme les employés, sont partagés en plusieurs brigades dont voici le roulement :

La première brigade arrive à cinq heures du matin et se met en route à sept heures avec le plus fort courrier de la journée. Les neuf facteurs qui desservent les banlieues de Fives et de St-Maurice sont transportés en breack dans ces quartiers.

Pendant que s'opère la première distribution des lettres, une seconde brigade vient au bureau pour recevoir les objets à taxe réduite et les lettres relativement peu nombreuses de la Belgique et de l'Allemagne. Ces facteurs sortent à neuf heures et demie pour rentrer à midi car il n'y en a qu'un là où il y en avait trois pour la première distribution.

Les facteurs de la brigade du matin reprennent leur service de tri à midi et demi : le nombre de lettres est en moyenne de 20.000 venant de Paris et des cinq grandes lignes du département : Dunkerque, Cambrai, Avesnes, etc.

La sortie, pour la distribution en ville, se fait à deux heures ; la tournée s'achève vers quatre heures, au moment où la deuxième brigade, arrivée à deux heures au bureau, se met en route avec les imprimés et les 6,000 lettres environ venues d'Angleterre et de quelques autres directions. Ils n'ont achevé leur tournée qu'à six heures et demie.

Le cinquième et dernière distribution, qui commence à six heures et demie est faite par les brigades de la première et de la troisième tournées, réduites à deux hommes, un facteur se reposant à tour de rôle.

Les villages environnants sont desservis par dix facteurs ruraux qui parcourent journellement trente kilomètres, à raison de quatre centimes le demi kilomètre. C'était là tout leur salaire jusqu'au jour où M. Cochery père, ministre des Postes, leur accorda l'habillement et les chaussures.

∴

Pour la période difficile de la nouvelle année, M. Heugas, receveur principal qui — soit dit en passant — a obtenu par son urbanité à l'égard du personnel, toute la somme possible de zèle et de dévouement, adjoindra aux équipes de distributeurs bref facteurs auxiliaires.

Ceux-ci, à partir du 20 décembre jusqu'au 10 janvier le service commencera à quatre heures du matin au lieu de cinq. Quant au tri, ce sont les mêmes commis, en même nombre, qui l'effectueront. Non seulement, ceux-ci vont dès tout à l'heure, ils auront à examiner et à classer les cartes destinées à Lille mais aussi celles venues de Paris et d'ailleurs pour toute la banlieue. On évalue à cent-vingt mille par jour le nombre de petits cartons reçus et réexpédiés par le bureau de Lille.

∴

Nous devons en terminant dire quelques mots des bureaux succursales et des bureaux auxiliaires installés en ville. Ces derniers de création récente sont au nombre de trois : au Crédit Lyonnais, rue Faidherbe, au débit de tabac de la rue Meurisse et à celui de la place des Quatre-Chemins, ce dernier ouvert depuis deux mois seulement. L'administration n'entre dans aucun frais pour la gestion de ces bureaux, elle se contente de donner une remise selon l'importance des opérations opérées. Le Crédit Lyonnais touche 200 francs par mois environ.

Les bureaux succursales sont au nombre de six, gare du Nord, place St-Martin, boulevard Montebello, rue de la Louvière, rue du Prieuré, rue d'Arras.

Ils avaient autrefois chacun leur brigade de facteurs distributeurs mais cette organisation n'a point donné les résultats qu'on en attendait et leurs attributions se bornent maintenant aux expéditions des courriers par chemin de fer. Le reste est envoyé au bureau de la place de la République.

Sous peu vont y arriver en avalanche les cartes de visite, sous le poids desquelles pliéront ramsite les pauvres facteurs-distributeurs.

Pourvu que leurs étrennes soient nombreuses et grosses.

P. L.

## POLITIQUE ETRANGÈRE

*A Cuba : L'impuissance de l'Espagne. — Le testament politique du président Cleveland. — Les intentions du président Mac-Kinley. — Le responsabilité de lord Salisbury.*

Les Espagnols sont bien mal récompensés de tous les généreux sacrifices qu'ils font depuis tantôt deux années pour maintenir l'intégrité de leur patrimoine colonial. Cela ne va bien pour eux ni en Amérique ni en Océanie. Encore est-il facile d'expliquer leur insuccès aux Philippines ? Ils n'ont pas en le temps de mettre en ligne des forces suffisantes. Mais à Cuba, ne disposent-ils pas de toutes les ressources qui semblent nécessaires ? N'a-t-on pas envoyé successivement à Martinez Campos et Weyler près de 200.000 hommes? Pourtant, les insurgés tiennent toujours hardiment la campagne aux portes de la Havane.

C'est que la lutte qui se poursuit avec tant d'acharnement aux Antilles est bien faite pour dérouter la science des stratégistes européens. La question n'est pas de battre les insurgés, c'est de les atteindre. Les Cubains reçoivent les Espagnols comme les Espagnols ont reçu les armées de Napoléon et les Français qui envahissaient la péninsule n'avaient-ils pas sur ses défenseurs toutes les supériorités, vertus militaires des soldats, talents des chefs ? N'ont-ils pas remporté sur eux tant et tant de victoires en bataille rangée ? Vous savez quel a été le résultat.

∴

Au surplus, il ne faudrait pas exagérer l'habileté des guerrilleros cubains. Sans le secours des Américains, il y a longtemps qu'ils auraient été réduits à demander merci. Les Américains ne se gênent vraiment plus. Ils ne leur fournissent plus seulement des armes et des munitions, mais des hommes. Du Texas à la Floride, c'est un embarquement continuel de volontaires.

Cela va même si loin, qu'il y a des Américains que ces procédés de flibustorie scandaliseut. Le président Cleveland est de ceux-là.

Très sûrement, on demandera ce que cet acte de franchise coûtera à sa popularité. Il vient de dire au pensée là-dessus à ses concitoyens, dans le testament par lequel il clôt sa carrière politique.

Il constate que les insurgés n'ont pas constitué de gouvernement régulier, qu'ils n'occupent aucune ville importante, aucun port de mer par lequel ils puissent se mettre en relations avec le monde extérieur et qu'en conséquence il est impossible de leur reconnaître le belligérance. Il cherche ensuite la solution de la question cubaine et il la trouve dans l'ostroi par la métropole d'une large autonomie. Il offre même au gouvernement de Madrid, pour arriver à la pacification définitive, la médiation des Etats-Unis.

Les Espagnols n'ont pas fait aux bonnes paroles du président-démocrate l'accueil qu'elles semblaient mériter. Evidemment, ils lui savent gré de sa modération, de son impartialité, de son désintéressement ; ils lui sont reconnaissants d'avoir écarté l'hypothèse et l'indépendance absolue de leur colonie. Mais les Espagnols sont fiers. Ils n'aiment pas qu'on leur dicte leur devoir et surtout qu'un tiers s'interpose entre eux et leurs sujets rebelles.

Ne leur dites pas que le premier magistrat de la Confédération américaine leur a accordé, comme à des gens qu'on estime, un traitement de faveur, qu'il a parlé naguère sur un autre ton à lord Salisbury. Ils vous répondront qu'ils ont une autre conception de l'honneur que les Anglais et que, tout amour-propre mis à part, ils ne peuvent accorder au gouvernement des Etats-Unis un rôle désirait dans le règlement de la question cubaine. Ce serait malgré le maintien théorique de la souveraineté espagnole, la reconnaissance du contrôle de la Grande République sur la perle des Antilles.

∴

Les Espagnols savent cependant ce qu'ils perdront au départ du président Cleveland et ce qu'ils ont à redouter de son successeur, le major Mac-Kinley. Celui-ci ne leur a pas laissé ignorer quelles étaient ses intentions à leur égard. Il a mis en tête de son programme une action énergique en faveur des séparatistes cubains. Soyez certain qu'il ne l'oubliera pas. Il a trop d'intérêt à conserver la clientèle de ces Yankees mégalomanes, qui lui ont accordé leurs suffrages avec tant d'enthousiasme. Si, au mois de mars 1897 l'insurrection n'est pas vaincue, c'est l'intervention certaine des Etats-Unis, avec de grosses phases marquées à l'avance : reconnaissance de la qualité de belligérants aux insurgés, reconnaissance de la République cubaine, ultimatum. Que le général Weyler se hâte donc de vaincre, ou M. Canovas de faire accepter aux insurgés, si cela est encore possible, quelque transaction acceptable pour les deux parties. La mort de Maceo qui paraît maintenant confirmée vient fort à propos priver l'Espagne de son plus redoutable adversaire.

∴

Ce qui aggrave la situation de nos voisins, c'est que jamais peut-être les Américains n'ont en une telle confiance dans leur force et dans ce qu'ils s'imaginent être leur droit. Ils viennent de remporter un tel succès sur cette Angleterre qui a la plus belle flotte de guerre du monde. Pourquoi veulent-vous que l'Espagne leur résiste ?

En vérité, lord Salisbury est bien coupable vis-à-vis de l'Europe. S'il n'était si d'humeur si de taille à braver jusqu'au bout les Etats-Unis, devait-il s'engager si légèrement dans l'aventure vénézuélienne ? Mais la meilleure chère de Bismark n'est qu'un bruit, et qu'un agité. Partout ou quelque de canons fait les, il suffit qu'il trouve les gens sur leurs gardes pour qu'il effectue son retraite prudente. Depuis l'impérieuse sommation adressée à Caracas que de chemin parcouru ! Aujourd'hui le premier ministre de la reine en vient à implorer le généreux des Américains en faveur de la Guyane britannique, qui risque d'être réduite à rien par les réclamations des Vénézuéliens.

Les Américains ne pouvaient vraiment par exemple la doctrine de Manroé reçut de la puissance européenne qui conserve en Amérique le plus vaste domaine colonial une si éclatante consécration. Les Anglais paieront cher un jour cette excessive complaisance qui peut leur paraître habile à l'heure actuelle. C'est un précédent qui les laissera contre eux. Qu'ils aient quelque démêlé avec les colons du Canada, et ils se rendront compte de la gravité de la faute commise.

## Nos Dépêches

### SÉNAT

*Séance du 14 décembre*

La séance est ouverte à trois heures sous la présidence de **M. Loubet, président.**

**INCIDENT LAGARDE**

**M. Jules Godin** demande à poser une question au ministre des colonies.

Un journal de matin, dit-il, a prétendu que M. Lagarde, résidant à Obock, avait été rappelé pour ses relations suspectes avec le général Barattieri. Qu'y a-t-il de fondé dans cette insertion ?

**M. André Lebon**, ministre des colonies, remercie M. Godin de la question qu'il vient de lui poser, car elle permet au gouvernement de s'expliquer tout de suite.

Le gouvernement se tient au courant des publications officielles des puissances étrangères. Il sait que certaines personnes, à l'aide de passages empruntés au *Livre vert* italien, ont mené une campagne contre le résidant d'Obock.

Jamais l'agent dont il est question n'a été rappelé comme suspect de haute trahison, jamais un doute n'a été élevé sur sa fidélité et son dévouement au pays. C'est sur la demande de l'empereur Ménélik lui-même que M. Lagarde a reçu la nouvelle mission qui lui a été confiée. (Très-bien.)

**M. Godin** remercie le ministre de ses explications, et l'incident est clos.

**M. le Président.** — J'ai reçu de M. Le Provost de Launay une demande d'interpellation au ministre de l'instruction publique sur les prétendues fraudes commises en juillet à la Faculté des lettres de Lille à l'occasion des examens du baccalauréat et en ce qui concerne les élèves du collège communal de Cambrai.

Le renvoi à un mois est ordonné.

## Les crédits pour le Siam

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au ministère des colonies, sur l'exercice 1896, un crédit extraordinaire de 4.300.000 francs pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité de 192 votes.

La prochaine séance est fixée à jeudi.

A l'ordre du jour, le projet relatif aux vins artificiels.

La séance est levée à 4 heures 5.

## La Chambre

*Séance du 14 décembre*

### LA SÉANCE

La séance est ouverte à 1 h. 25 sous la présidence de **M. Henri Brisson**, président.

### Mort d'un député

**M. le président** annonce à la Chambre la mort de M. Cuissart, député de la 1re circonscription de Laon.

## LE BUDGET DE 1897

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1897.

### BUDGET DE LA MARINE
#### Discours de M. Pelletan

**M. Camille Pelletan.** — Je constate que personne ne prend la parole pour M. Delcassé pour défendre les abus de la marine.

Les critiques faites aujourd'hui, qu'elles le soient par M. Delcassé ou par moi, sont identiquement semblables à celles que l'on trouvait il y a un siècle dans les correspondances étrangères et depuis cent ans on attend toujours le ministre réformateur.

*Voix au centre.* — Vous êtes trèsvoir pour M. Lockroy. (Rires.)

**M. Pelletan.** — Nous voyons toujours les mêmes abus, les mêmes routines. La marine ressemble à la *Belle au bois dormant*. Son commis n'est pas trouble par les critiques ; celles-ci ne font que la bercer. (Très bien à gauche).

Parfois, les gouvernements jettent une lueur sur la situation : ainsi au moment de transporter nos troupes en Crimée, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de flotte.

En 1870, pas un de nos vaisseaux ne peut atteindre les côtes allemandes, dont la flotte naissante nous menace aujourd'hui !

Au Tonkin, il a fallu pour triompher le génie de Courbet, qui n'avait à sa disposition que les plus défectueux dénicheurs de cons. (Applaudissements).

A Madagascar, la marine n'a servi à rien.

Et voilà pour quel résultat la France dépense, depuis tout d'année, 300 millions. Après cela, chacune de ces épreuves saisissantes, la marine se rouvre, soutenue par nos contrôles 250 millions au lieu de 66 millions qu'elle nous coûtait antérieurement.

On s'est-ce que la comptabilité de la marine ? c'est la plus étrange paperasserie, la plus compliquée bureaucratie qui se puisse imaginer. Il y a le secrétariat commissariat.

Les commis du commissariat, les écrivains, les comptables, les garçons de bureaux, etc., tout cela à la plume en main, et les chaudières, les machines, les carnets, des pièces interminables, tellement multipliées qu'il ne faut pas moins d'un mois et qu'il faut quatre mois pour en compter une, et bien que le matelot dont il fait calculer la solde est depuis longtemps mort du service, la dette est soldée et établie. (Rires et applaudissements à gauche).

Ayez voulu me rendre compte par moi-même des dépenses en vivres d'un navire pendant un an, je demandai des renseignements. On me prenait de haut comme un profane. Mais, quand je montrais que j'avais fait calculer d'un mêmes de la dépense, quand j'avais fait savoir cela à un ancien ministre, on avait aussitôt toutes les lettres, toutes secrètes, amicales, privées, d'officiers réformés contre le travail, contre le bureaucratisme, contre ceux qui ne voulait rien savoir ? (Bruit).

Or, n'est pas tout ? Pendant qu'on me faisait les pertes de pertes et calculer à des chiffres différents qui balaient leur profit de les calculer,